

Overwegende dat in haar onderzoek "Sparen, ... of niet?" de FSMA erop wijst dat één op drie Belgen niet uit voorzorg kan sparen omdat hij niet over de financiële mogelijkheden beschikt;

Overwegende dat de crisis van het coronavirus een rechtstreekse impact heeft op het inkomen van sommige werknemers-huurders en dat deze impact voortduurt;

Overwegende dat uit een onderzoek van de Nationale Bank van België blijkt dat de crisis van het coronavirus een belangrijke negatieve impact heeft op het inkomen van sommige gezinnen, met meer verliezen voor wie een laag inkomen heeft (<https://www.nbb.be/fr/articles/la-crise-du-coronavirus-un-impact-negatif-important-sur-les-revenus-de-certains-menages>);

Overwegende dat het noodzakelijk is om maatregelen te treffen om huurders die in moeilijkheden verkeren als gevolg van een inkomensverlies door de lockdownmaatregelen in staat te stellen hun huur te betalen en bijgevolg verarming te voorkomen;

Dat het dan ook om een algemene maatregel gaat die het mogelijk maakt de betaling van de huur over de tijd te spreiden voor huurders in moeilijkheden;

Gelet op het rapport van 15 april 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 7 december 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 december 2020;

Gelet op de beslissing van de raad van bestuur van de "Société wallonne du crédit social" van 28 april 2020;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2020 tot invoering van een nultariefkrediet toegekend door de "Société wallonne de crédit social" en betreffende de betaling van de huur worden de woorden "31 december 2020" vervangen door de woorden "30 juni 2021".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2021.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,

C. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/16472]

16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon exécutant les articles 25 et 72 du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, déterminant les modalités et délais d'affiliation à une caisse d'allocations familiales et la mission complémentaire de la Caisse publique

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 20 ;

Vu le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales, articles 25 et 72 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 novembre 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 novembre 2018 ;

Vu le rapport du 18 novembre 2018 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'avis n° 07/2020 de l'Autorité de protection des données, donné le 31 janvier 2020 ;

Vu l'avis n° 67.662/2 du Conseil d'État, donné le 8 juillet 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant qu'il convient de faire rétroagir le présent arrêté au 1^{er} janvier 2019 ;

Que la rétroactivité des actes administratifs est admise dès lors qu'elle est nécessaire à la continuité du service public et à la régularisation d'une situation de fait ou de droit pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ;

Que l'adoption en l'espèce d'un arrêté rétroactif a pour but de permettre la régularisation de l'application dans les faits des dispositions du présent arrêté relatives à l'affiliation à une caisse d'allocations familiales depuis le 1^{er} janvier 2019, date d'entrée en vigueur du décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des prestations familiales ;

Que l'effet rétroactif bénéficie donc aux intéressés et, en ce sens, se justifie ;

Considérant le décret du 8 novembre 2018 portant assentiment à l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales ;

Considérant le décret du 6 février 2020 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales ;

Considérant l'avis du Comité de la branche « Familles », donné le 4 décembre 2018 ;

Sur la proposition de la Ministre en charge des allocations familiales ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 8 février 2018 : le décret du 8 février 2018 relatif à la gestion et au paiement des allocations familiales ;

2° le demandeur : la personne visée à l'article 71 du décret du 8 février 2018 ;

3° l'allocataire : la personne visée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, du décret du 8 février 2018 ;

4° la Caisse publique : la Caisse publique wallonne d'allocations familiales visée à l'article 23 du décret du 8 février 2018 ;

5° une caisse privée d'allocations familiales : une caisse privée d'allocations familiales agréée en vertu de l'article 56 du décret du 8 février 2018 ;

6° une caisse d'allocations familiales : une caisse visée au 4° ou 5° ;

7° le cadastre : le répertoire de référence dans lequel sont identifiés tous les acteurs de tous les dossiers de toutes les caisses d'allocations familiales, visé par l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales et l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales ;

8° l'organe interrégional : l'association sans but lucratif visée dans l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'organe interrégional pour les prestations familiales.

CHAPITRE II. — *Affiliation*

Art. 3. Une demande d'affiliation à une caisse d'allocations familiales est valablement formée par toute manifestation de volonté écrite par laquelle le demandeur formule une demande de prestations familiales.

A défaut de demande d'affiliation dans les quatre mois qui suivent l'inscription de l'enfant au registre national des personnes physiques, le demandeur est affilié d'office à la Caisse publique.

Art. 4. En cas de fusion de caisses privées d'allocations familiales, d'absorption ou de retrait d'agrément, la caisse d'allocations familiales qui subsiste ou qui succède reprend les affiliations des caisses privées d'allocations familiales qui disparaissent.

La date d'affiliation reste celle de la date d'affiliation à la caisse privée d'allocations familiales qui disparaît.

Art. 5. § 1^{er}. Le demandeur qui souhaite changer de caisse d'allocations familiales en informe par écrit la caisse d'allocations familiales dont il souhaite désormais s'assurer les services. Celle-ci se charge en son nom des démarches prévues à l'article 72, § 2, du décret du 8 février 2018.

La demande d'affiliation à la nouvelle caisse d'allocations familiales vaut demande de démission de l'ancienne.

La demande est formée au plus tôt six mois avant la fin du trimestre au cours duquel elle peut être faite.

§ 2. Si le demandeur adresse sa demande de changement d'affiliation à la caisse d'allocations familiales qu'il souhaite quitter, la demande est considérée comme une demande mal orientée par la famille. Cette demande est transmise par la caisse d'allocations familiales que le demandeur souhaite quitter à la caisse d'allocations familiales qu'il souhaite rejoindre.

Art. 6. § 1^{er}. La caisse d'allocations familiales dont le demandeur souhaite désormais s'assurer les services analyse la recevabilité de la demande au regard de la condition de délai prescrite à l'article 72, § 2, du décret du 8 février 2018.

Au cas où une allocation de naissance a été payée anticipativement, c'est la date du paiement qui est prise en considération pour le calcul du délai visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. En cas de changement d'allocataire, si le nouvel allocataire ne perçoit pas encore d'allocations familiales, la compétence de la caisse en charge du paiement se poursuit. Le nouvel allocataire peut demander un changement d'affiliation sans attendre l'expiration du délai visé au paragraphe 1^{er}.

Si le nouvel allocataire est déjà allocataire pour d'autres enfants, le nouvel enfant est ajouté au dossier de la caisse à laquelle le nouvel allocataire est affilié.

Art. 7. Si la demande de changement d'affiliation n'est pas recevable, la caisse d'allocations familiales qui a procédé à l'analyse de la demande en informe le demandeur.

Si la demande de changement d'affiliation est recevable, la caisse d'allocations familiales qui a procédé à l'analyse de la demande en informe le demandeur et lui indique la date à laquelle sa demande de changement d'affiliation sort ses effets, ainsi que la date à partir de laquelle il peut formuler une nouvelle demande de changement d'affiliation.

Art. 8. Les caisses concernées se concertent et prennent les dispositions nécessaires pour éviter toute interruption de paiement.

Art. 9. Sauf si le demandeur le précise expressément, sa demande de changement d'affiliation vaut pour tous les enfants pour lesquels il a la qualité d'allocataire, de représentant légal ou de mandataire et ce, même si ceux-ci relèvent de plusieurs caisses d'allocations familiales.

CHAPITRE III. — *Missions complémentaires de la Caisse publique*

Art. 10. Pour les enfants nés à partir du 1^{er} janvier 2019, la Caisse publique examine si les enfants pour lesquels aucun droit n'est sollicité entrent dans les conditions du décret du 8 février 2018 pour pouvoir prétendre aux prestations familiales. Elle examine d'office l'existence de droits aux prestations familiales et, le cas échéant, procède à leur paiement.

La Caisse publique exerce la mission décrite à l'alinéa 1^{er} au moins deux fois par an.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, le point de départ du délai visé à l'article 72, § 2, du décret du 8 février 2018 est la date d'intégration au cadastre.

Art. 11. Sans préjudice de l'article 3, alinéa 2, lorsqu'un enfant précédemment domicilié dans une autre entité fédérée au sens de l'article 1^{er}, 1^o, de l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone portant sur les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange des données en matière de prestations familiales et les modalités concernant le transfert de compétence entre caisses d'allocations familiales, a son domicile légal sur le territoire de la région de langue française ou, n'ayant pas de domicile légal, réside effectivement en région de langue française, la Caisse publique prend toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des paiements et procéder aux éventuelles régularisations nécessaires au bénéfice de cet enfant si aucune demande d'affiliation n'a été introduite auprès d'une caisse d'allocations familiales.

Art. 12. La Caisse publique exerce la mission décrite à l'article 10 en se fondant sur les informations qui lui sont communiquées par l'organe interrégional qui gère le cadastre.

Art. 13. La mission de la Caisse publique décrite à l'article 10 est mise en œuvre une seule fois par enfant concerné. Elle est réputée accomplie lorsque, pour chaque enfant concerné, la Caisse publique a détecté un enfant pour lequel aucun droit n'est sollicité et a constaté, soit :

1^o un droit aux prestations familiales dans son chef et a procédé au paiement ;

2^o l'absence de droit aux prestations familiales dans son chef et a averti son représentant légal de l'absence de droit et de la possibilité de solliciter les allocations familiales en cas de modification de sa situation.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 14. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 15. Le ministre qui a les prestations familiales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocation familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/16472]

16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen 25 en 72 van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, waarbij de modaliteiten en termijnen voor de aansluiting bij een kinderbijslagfonds en de aanvullende opdracht van het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" (Waal openbaar kinderbijslagfonds) worden bepaald

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen, inzonderheid op de artikelen 25 en 72;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 november 2018;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 november 2018;

Gelet op het rapport van 18 november 2018, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2^o, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op advies nr. 07/2020 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 31 januari 2020;

Gelet op advies nr. 67.662/2 van de Raad van State, gegeven op 8 juli 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit besluit terugwerkende kracht op 1 januari 2019 moet krijgen;

Dat de terugwerkende kracht van de administratieve akten aanvaard wordt wanneer ze noodzakelijk is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of juridische toestand en voor zover daarbij rekening wordt gehouden met de eisen inzake rechtszekerheid en individuele rechten;

Dat de aanneming van een besluit met terugwerkende kracht in dit geval bedoeld is om de toepassing van de bepalingen van dit besluit met betrekking tot de aansluiting bij een kinderbijslagfonds in de praktijk vanaf 1 januari 2019 te regulariseren, datum van inwerkingtreding van het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

Dat de terugwerkende kracht dus voordeel voor de betrokkenen oplevert en, in die zin, gerechtvaardigd wordt;

Gelet op het decreet van 8 november 2018 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen;

Gelet op het decreet van 6 februari 2020 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen;

Gelet op het advies van het branchecomité "Gezin", gegeven op 4 december 2018;

Op de voordracht van de Minister belast met Kinderbijslag;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° het decreet van 8 februari 2018: het decreet van 8 februari 2018 betreffende het beheer en de betaling van de gezinsbijslagen;

2° de aanvrager: de persoon bedoeld in artikel 71 van het decreet van 8 februari 2018;

3° de bijslagtrekkende: de persoon bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, van het decreet van 8 februari 2018;

4° het Waals openbaar kinderbijslagfonds: het "Caisse publique wallonne d'allocations familiales" bedoeld in artikel 23 van het decreet van 8 februari 2018;

5° een privé-kinderbijslagfonds: een privé-kinderbijslagfonds dat erkend is krachtens artikel 56 van het decreet van 8 februari 2018;

6° een kinderbijslagfonds: een fonds bedoeld in punt 4° of in punt 5°;

7° het kadaster : het verwijzingsrepertorium waarin de gegevens van alle actoren van alle dossiers van alle kinderbijslagfondsen zijn opgenomen, zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen en het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen;

8° het interregionaal orgaan: de vereniging zonder winstoogmerk bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen wordt goedgekeurd.

HOOFDSTUK II. — *Aansluiting*

Art. 3. Een aanvraag voor de aansluiting bij een kinderbijslagfonds wordt geldig gevormd door elke schriftelijke wilsuiting waarmee de aanvrager een aanvraag om gezinsbijslagen indient.

Bij gebrek aan aansluitingsaanvraag binnen vier maanden na de inschrijving van het kind in het Rijksregister van de natuurlijke personen, wordt de aanvrager automatisch aangesloten bij het Waals openbaar kinderbijslagfonds.

Art. 4. In geval van fusie van privé-kinderbijslagfondsen, overname of intrekking van de erkenning, neemt het overblijvende of opvolgende kinderbijslagfonds, de aansluitingen van de verdwijnende privé-kinderbijslagfondsen, over.

De datum van aansluiting blijft de datum van aansluiting bij het verdwijnende privé-kinderbijslagfonds.

Art. 5. § 1. De aanvrager die van kinderbijslagfonds wil veranderen, moet het kinderbijslagfonds waarop hij een beroep wil doen, er schriftelijk op de hoogte van brengen. Bedoeld kinderbijslagfonds zal in eigen naam de maatregelen nemen waarin artikel 72, § 2, van het decreet van 8 februari 2018 voorziet.

De aanvraag voor de aansluiting bij het nieuwe kinderbijslagfonds staat gelijk aan een aanvraag tot uitstap uit het oude fonds.

De aanvraag wordt ingediend ten vroegste zes maanden voor het einde van het kwartaal waarin zij kan worden gedaan.

§ 2. Indien de aanvrager zijn aanvraag tot aansluitingswijziging bij het kinderbijslagfonds dat hij wenst te verlaten, indient, wordt de aanvraag door het gezin als verkeerdt geadresseerde aanvraag beschouwd. Deze aanvraag wordt doorgestuurd door het kinderbijslagfonds dat de aanvrager wenst te verlaten aan het kinderbijslagfonds waar de aanvrager zich bij wenst aan te sluiten.

Art. 6. § 1. Het kinderbijslagfonds waarop de aanvrager nu een beroep wil doen, analyseert de ontvankelijkheid van de aanvraag in het licht van de termijnvoorwaarde bedoeld in artikel 72, § 2, van het decreet van 8 februari 2018.

Wanneer een geboortetoeelage vooraf is betaald, wordt de datum van betaling in aanmerking genomen voor de berekening van de in het eerste lid bedoelde periode.

§ 2. In geval van verandering van bijslagtrekkende wordt de bevoegdheid van het met de betaling belaste fonds voortgezet, indien de nieuwe bijslagtrekkende nog geen gezinstoelagen ontvangt. De nieuwe bijslagtrekkende kan een wijziging van aansluiting aanvragen zonder het verstrijken van de in lid 1 genoemde termijn af te wachten.

Indien de nieuwe bijslagtrekkende reeds bijslagen voor andere kinderen ontvangt, wordt het nieuwe kind toegevoegd aan het dossier van het fonds waarbij de nieuwe bijslagtrekkende is aangesloten.

Art. 7. Indien de aanvraag tot wijziging van de aansluiting niet ontvankelijk is, zal het kinderbijslagfonds dat de aanvraag heeft onderzocht, de aanvrager hiervan op de hoogte stellen.

Indien de aanvraag tot wijziging van de aansluiting ontvankelijk is, zal het kinderbijslagfonds dat de aanvraag heeft onderzocht, de aanvrager hiervan op de hoogte stellen en hem de datum waarop de aanvraag tot wijziging van de aansluiting van kracht wordt alsook de datum vanaf welke hij opnieuw een aansluitingsaanvraag kan indienen, mededelen.

Art. 8. De betrokken fondsen plegen overleg en nemen de nodige maatregelen om elke onderbreking van de betaling te voorkomen.

Art. 9. Tenzij de aanvrager uitdrukkelijk anders aangeeft, geldt zijn aanvraag tot wijziging van de aansluiting voor alle kinderen waarvoor hij de bijslagtrekkende, wettelijke vertegenwoordiger of gemachtigde is, ook als zij onder meerdere kinderbijslagfondsen vallen.

HOOFDSTUK III. — Aanvullende opdracht van het Waals openbaar kinderbijslagfonds

Art. 10. Voor kinderen die op of na 1 januari 2019 geboren zijn, onderzoekt het Waals openbaar kinderbijslagfonds of kinderen voor wie geen recht wordt aangevraagd, onder de voorwaarden van het decreet van 8 februari 2018 vallen om in aanmerking te komen voor gezinsbijslagen. Het onderzoekt ambtshalve het bestaan van rechten op gezinsbijslagen en gaat zo nodig over tot de betaling ervan.

Het Waals openbaar kinderbijslagfonds voert de in lid 1 beschreven opdracht ten minste tweemaal per jaar uit.

Indien lid 1 van toepassing is, is de aanvangsdatum van de periode bedoeld in artikel 72, § 2, van het decreet van 8 februari 2018 de datum van inschrijving in het kadaster.

Art. 11. Onverminderd artikel 3, tweede lid, en wanneer een kind dat vroeger woonachtig was in een andere deelentiteit in de zin van artikel 1, 1°, van het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden, de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen, zijn wettelijke woonplaats heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied of, als hij of zij geen wettelijke woonplaats heeft, daadwerkelijk in het Franse taalgebied verblijft, neemt het Waals openbaar kinderbijslagfonds alle nodige maatregelen om de continuïteit van de betalingen te waarborgen en de nodige regularisaties ten gunste van dat kind uit te voeren indien er geen aanvraag tot aansluiting bij een kinderbijslagfonds is ingediend.

Art. 12. Het Waals openbaar kinderbijslagfonds voert de in artikel 10 beschreven opdracht uit op basis van de informatie verstrekt door het interregionale orgaan dat het kadaster beheert.

Art. 13. De in artikel 10 beschreven opdracht van het Waals openbaar kinderbijslagfonds wordt voor elk betrokken kind slechts eenmaal uitgevoerd. De opdracht wordt geacht te zijn vervuld wanneer het Waals openbaar kinderbijslagfonds, voor elk betrokken kind, een kind voor wie geen recht wordt aangevraagd, heeft opgespoord en:

1° een recht op gezinsbijslagen voor zijn of haar rekening heeft vastgesteld en de betaling heeft verricht;

2° het ontbreken van een recht op gezinsbijslagen voor zijn of haar rekening heeft vastgesteld en zijn of haar wettelijke vertegenwoordiger op de hoogte heeft gesteld van het ontbreken van een recht en van de mogelijkheid om gezinsbijslagen aan te vragen in geval van een wijziging in zijn of haar situatie.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 14. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2019.

Art. 15. De Minister bevoegd voor gezinsbijslagen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2020/44494]

17 DECEMBER 2020. — Ordonnantie houdende instemming met de wijziging aan het Protocol van Göteborg van 30 november 1999 bij het Verdrag van 13 november 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand, inzake vermindering van verzuring, eutrofiëring en ozon op leefniveau, op 4 mei 2012 gesloten te Genève

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2020/44494]

17 DECEMBRE 2020. — Ordonnance portant assentiment à l'amendement au Protocole de Göteborg du 30 novembre 1999 à la Convention du 13 novembre 1979 sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif à la réduction de l'acidification, de l'eutrophisation et de l'ozone troposphérique, fait à Genève, le 4 mai 2012

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.